

Audience publique du 31 janvier 2013

Recours formé par
Monsieur,
contre une décision du Conseil de discipline des fonctionnaires communaux
en présence de l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette
en matière de discipline

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 28751 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 16 juin 2011 par Maître Pierre Reuter, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, fonctionnaire communal, demeurant à, tendant 1) à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du Conseil de discipline des fonctionnaires communaux du 8 mars 2011 prononçant à son égard la peine disciplinaire du déplacement non temporaire consistant dans un changement de service, de fonction, d'attribution ou d'affectation, ainsi que la peine de l'exclusion temporaire de ses fonctions avec privation totale de la rémunération pour une période de six mois et 2) à l'annulation de la délibération du conseil communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette portant exécution de la décision précitée du Conseil de discipline des fonctionnaires communaux ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Martine Lisé, demeurant à Esch-sur-Alzette, du 24 juin 2011, portant signification de ladite requête à l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, représentée par son collège des bourgmestre et échevins actuellement en fonctions, établie à L-4138 Esch-sur-Alzette, Place de l'Hôtel de Ville ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 23 novembre 2011 par Maître Steve Helminger, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, lequel mémoire a été notifié le même jour au mandataire de Monsieur ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 23 décembre 2011 par Maître Pierre Reuter, au nom Monsieur, lequel mémoire a été notifié le même jour au mandataire de l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif le 18 janvier 2012 par Maître Steve Helminger au nom de l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, lequel mémoire a été notifié le même jour au mandataire de Monsieur ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions critiquées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport ainsi que Maître Romain Lancia, en remplacement de Maître Pierre Reuter, et Maître Steve Helminger en leurs plaidoiries respectives.

Le 1^{er} octobre 1992 Monsieur est entré au service de l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette. Au service de l'enseignement, écoles primaires, il occupa la fonction de maître d'éducation physique.

Par courriers des 5 juillet 2007, 19 mai 2008, 11 décembre 2009 et 23 juillet 2010, le collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette saisit le commissaire du gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire, désigné ci-après par « le commissaire du gouvernement », en vue de procéder à une instruction disciplinaire à l'encontre de Monsieur Le 3 décembre 2010, le commissaire du gouvernement clôtura l'instruction menée à l'égard de Monsieur et émit son rapport afférent, en décidant de la transmission du dossier au Conseil de discipline des fonctionnaires communaux conformément à l'article 68, 5) de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, désignée ci-après par « le statut général ».

Lors de sa séance du 8 mars 2011, le Conseil de discipline des fonctionnaires communaux, désigné ci-après par « le Conseil de discipline », prononça à l'égard de Monsieur la sanction disciplinaire du déplacement non temporaire consistant dans un changement de service, de fonction, d'attribution ou d'affectation, ainsi que la peine disciplinaire de l'exclusion temporaire des fonctions avec privation totale de la rémunération pour une période de six mois.

Le Conseil de discipline retint notamment que le comportement de Monsieur constitue un manquement, premièrement, à l'article 12 paragraphe 1 alinéas 1 et 2 du statut général qui dispose que le fonctionnaire doit éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la dignité de ses fonctions, donner lieu à scandale ou compromettre les intérêts du service public, respectivement qui dispose que le fonctionnaire est tenu à la politesse dans ses rapports de service avec le public, deuxièmement, à l'article 11 paragraphes 1 et 2 du statut général en ce que Monsieur ne s'est pas consciencieusement conformé aux ordres de service de ses supérieurs, en l'espèce aux consignes de surveillance et en ce qu'il n'a pas exécuté la tâche qui lui avait été confiée, troisièmement, à l'article 11 paragraphes 1 et 2 du statut général en ce que Monsieur ne s'est pas consciencieusement conformé aux ordres de service de ses supérieurs, en l'espèce les consignes de surveillance et en ce qu'il n'a pas exécuté la tâche qui lui avait été confiée et finalement aux articles 11 paragraphes 1 et 2, 12 paragraphe 1 et 14 paragraphe 1 du statut général.

Le Conseil de discipline conclut que :

« Il est apparu lors de l'audition de que, mis à part les faits du 14 juillet 2010 pour lesquels il reconnaît la gravité de ses manquements, le prévenu ne semble pas être conscient que son comportement n'est absolument pas compatible avec sa fonction de maître d'éducation physique en charge de l'éducation de jeunes enfants. Il ne paraît pas réaliser, même après presque 20 ans de service, que les défauts répétés de surveillance ayant eu d'importantes conséquences, telles le renversement d'une armoire et l'oubli d'élèves dont un est récupéré par un autre enseignant et une fille se retrouvant au bureau de police, constituent des fautes graves qui ne peuvent être tolérées. Il essaie au contraire de minimiser

ses manquements et de se disculper en attribuant la faute aux autres. Ainsi serait responsable de l'incident du 22 juin 2007 et le père de ... serait manipulé par ... ; son employeur ne serait pas à même d'organiser convenablement les trajets vers la piscine ; ses élèves lui auraient donné de fausses informations ayant eu pour conséquence « l'oubli » d'un garçon dans la cour de récréation ; ce seraient les filles de la classe de ... qui auraient renversé l'armoire.

Il est pour le moins consternant de constater que, quant à ses agissements du 14 juillet 2010, n'a pas eu conscience, au moment des faits, que son comportement n'était pas correct, tel qu'il l'a déclaré lors de son interrogatoire devant le Commissaire du Gouvernement.

Au lieu d'afficher en tant qu'enseignant un comportement irréprochable et de servir d'exemple à ses élèves, il a accumulé sur une période de plusieurs années un nombre non négligeable de manquements professionnels graves, aucune prise de conscience et aucune amélioration dans son comportement n'étant intervenue depuis l'introduction de l'affaire disciplinaire en date du 5 juillet 2007.

Ces manquements ont été hautement préjudiciables à la Ville d'Esch-sur-Alzette qui se voit exposée aux critiques justifiées des parents d'élèves et de l'inspecteur de l'enseignement fondamental.

A cela s'ajoute que a déjà fait l'objet d'une réprimande de la part de son employeur en date du 5 janvier 2007.

Eu égard aux dispositions de l'article 67 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut des fonctionnaires communaux, il y a cependant lieu de faire abstraction de l'avertissement lui adressé par courrier du 9 novembre 2001, cette peine étant à considérer comme non avenue.

Au vu de la gravité des reproches retenus à l'encontre de, de la fréquence de ses manquements, de leur persistance même après réception d'une réprimande et l'introduction de l'affaire disciplinaire par courrier du 5 juillet 2007, ainsi que des répercussions négatives sur les services communaux de la Ville d'Esch-sur-Alzette, le Conseil de discipline estime qu'il convient de faire application de l'article 64 alinéa 2 du statut des fonctionnaires communaux et d'infliger à la peine disciplinaire prévue à l'article 58 5. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut des fonctionnaires communaux, à savoir le déplacement non temporaire consistant dans un changement de service, de fonction, d'attribution ou d'affectation, ainsi que la peine disciplinaire de l'exclusion temporaire des fonctions avec privation totale de la rémunération pour une période de six mois. (...) ».

Lors de sa séance du 1^{er} avril 2011, le conseil communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette, décida d'appliquer à l'égard de Monsieur les peines prononcées par la décision précitée prise par le Conseil de discipline en date du 8 mars 2011.

Par requête déposée le 16 juin 2011 au greffe du tribunal administratif, Monsieur a fait introduire un recours tendant, d'une part, à la réformation, sinon à l'annulation de la décision précitée du Conseil de discipline du 8 mars 2011 prononçant à son égard la peine disciplinaire du déplacement non temporaire consistant dans un changement de service, de fonction, d'attribution ou d'affectation, ainsi que la peine de l'exclusion temporaire de ses

fonctions avec privation totale de la rémunération pour une période de six mois et, d'autre part, à l'annulation de la délibération du conseil communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette portant exécution de la décision précitée du Conseil de discipline.

1. Quant au recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision du Conseil de discipline du 8 mars 2011

Aux termes de l'article 66, paragraphe 2 du statut général : « *En dehors des cas où le Conseil de discipline statue en appel, le fonctionnaire frappé d'une sanction disciplinaire prononcée par le Conseil de discipline ou suspendu conformément à l'article 59, paragraphe 1^{er}, peut, dans les trois mois de la notification de la décision, prendre recours au Tribunal administratif qui statue comme juge du fond. (...)* ».

En l'espèce, Monsieur, fonctionnaire communal, a été frappé d'une sanction disciplinaire, prononcée par le Conseil de discipline, de sorte que le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation.

Le recours en réformation est recevable pour avoir été, par ailleurs, introduit dans les formes et délai de la loi et il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

A l'appui de son recours, le demandeur expose en premier lieu qu'en l'espèce le commissaire du gouvernement n'aurait pas été régulièrement saisi. Il se réfère à l'article 68 paragraphe 2. du statut général, en vertu duquel le collège des bourgmestre et échevins saisit le commissaire du gouvernement, ainsi qu'à une circulaire numéro 2620 du 26 mars 2007 du ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, suivant laquelle la lettre de saisine adressée par le collège des bourgmestre et échevins au commissaire du gouvernement devrait formuler la demande d'ouverture d'une instruction disciplinaire et énoncer les faits faisant présumer que le fonctionnaire communal concerné a manqué à ses devoirs. Suivant la même circulaire, l'énoncé des faits pourrait être sommaire, mais il devrait au moins renseigner le ou les faits particuliers et objectifs mis à charge de l'agent avec indication des circonstances notamment de lieu et de date relatives à ces faits. Concrètement, le demandeur fait valoir qu'en l'espèce, deux des quatre lettres de saisine adressées par le collège des bourgmestre et échevins au commissaire du gouvernement, à savoir celles des 5 juillet 2007 et 19 mai 2008, n'auraient pas indiqué les circonstances de lieu et de date relatives aux faits lui reprochés.

L'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette répond que les circulaires ministérielles ne constitueraient pas des actes réglementaires ou des décisions obligatoires pour les administrations et les administrés et ne pourraient, par conséquent, suppléer à la carence d'une loi ou d'un règlement grand-ducal. Elle ajoute que l'article 68 du statut général ne comporterait pas d'indication quant aux modalités concrètes de saisine du commissaire du gouvernement et la circulaire ministérielle invoquée par le demandeur ne pourrait pas ajouter des éléments à la disposition légale. L'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette conclut que dans la mesure où aucune disposition légale n'imposerait les modalités de saisine du commissaire du gouvernement, la saisine opérée en l'espèce, moyennant quatre courriers envoyés par le collège des bourgmestre et échevins, serait régulière. Elle ajoute néanmoins que, dans l'intérêt du débat, il y aurait lieu de constater que les quatre lettres de saisine adressées par le collège des bourgmestre et échevins au commissaire du gouvernement auraient avec suffisance renseigné les faits reprochés au demandeur ainsi que les circonstances de lieu et de date y relatives.

L'article 68 paragraphe 2. du statut général régit la saisine du commissaire du gouvernement et dispose que : « *Lorsque des faits faisant présumer que le fonctionnaire a manqué à ses devoirs, sont à sa connaissance, le collège des bourgmestre et échevins saisit le commissaire du Gouvernement qui procède à l'instruction disciplinaire.* ». Les dispositions de l'article 68 précité n'imposent partant pas de modalités quant à la saisine du commissaire du gouvernement.

S'il est certes vrai que la circulaire ministérielle à laquelle se réfère le demandeur prévoit de manière plus détaillée les modalités de saisine du commissaire du gouvernement, il échappe toutefois de constater que les circulaires ministérielles constituent des instructions en forme de lettres adressées par les ministres aux divers fonctionnaires de leur département. Elles n'ont pas de caractère légal et elles ne constituent pas des actes réglementaires ou des décisions obligatoires pour les administrés. Elles ne sont obligatoires que pour les fonctionnaires et ne s'imposent ni aux tribunaux, ni aux personnes étrangères à l'administration. Elles doivent garder en principe un caractère interne à l'administration, en ce qu'elles réglementent la manière dont les fonctionnaires doivent accomplir leur mission. Une circulaire doit se borner à interpréter les textes de loi en vigueur, sans pouvoir fixer des règles nouvelles. Elle ne saurait être invoquée comme base juridique suffisante, alors qu'elle ne reflète que l'opinion de son auteur et ne constitue pas une norme juridique¹.

Dès lors, dans la mesure où les dispositions du statut général n'imposent aucune modalité de saisine du commissaire du gouvernement et où la circulaire numéro 2620 du 26 mars 2007 du ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire n'est pas opposable, étant donné qu'en tant que circulaire ministérielle elle ne saurait être invoquée comme base juridique suffisante et ne constitue pas une norme juridique, les modalités de saisine du commissaire du gouvernement ne sont pas réglementées, de sorte que la saisine dudit commissaire par le collège des bourgmestre et échevins de l'administration communale de la Ville d'Esch-sur Alzette moyennant quatre courriers *a priori* été opérée valablement.

Néanmoins, afin que le commissaire du gouvernement soit mis en mesure d'exécuter valablement sa mission, il est indispensable que l'acte le saisissant indique sommairement les faits reprochés à l'agent ainsi que les circonstances de fait et de date y relatives.

Force est à ce sujet de constater en l'espèce que le courrier de saisine adressé en date du 5 juillet 2007 par le collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette au commissaire du gouvernement renseigne qu'il est reproché à Monsieur d'avoir traité un enfant d'une manière discutable lors d'une leçon de natation et renvoie pour les détails aux pièces annexées, parmi lesquelles se trouve un courrier d'un parent d'élève concernant les faits reprochés à Monsieur et indiquant à suffisance la date et le lieu desdits faits, à savoir le matin du vendredi 22 juin 2007, ainsi que la piscine dans laquelle Monsieur dispense des cours de natation.

De même, le courrier de saisine adressé en date du 19 mai 2008 par le collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette au commissaire du gouvernement renseignait qu'il était reproché à Monsieur d'avoir manqué à ses devoirs de surveillance permanente prescrits par l'organisation scolaire. En annexe audit courrier figurait une lettre adressée par le secrétaire de la commission scolaire de la Ville d'Esch-sur-Alzette au collège des bourgmestre et échevins relative aux faits reprochés à Monsieur et indiquant à

¹ trib. adm. 23 décembre 1997, n°9938 du rôle, confirmé par Cour adm. 14 juillet 1998, n° 10528C du rôle, Pas. adm. 2011, V° Lois et règlements, n°71 et autres références y citées.

suffisance la date et le lieu desdits faits, à savoir la matinée du 10 avril 2008 pendant une leçon de gymnastique entre 9h00 et 10h00, ainsi que la salle de gymnastique de l'école du Brill à Esch-sur-Alzette.

Le moyen tiré d'une irrégularité de la saisine du commissaire du gouvernement effectuée par les courriers des 5 juillet 2007 et 19 mai 2008 est partant à rejeter pour ne pas être fondé.

Le demandeur reproche ensuite un manque d'impartialité objective et subjective au commissaire du gouvernement et conclut de ce fait à une irrégularité de l'instruction disciplinaire menée à son égard.

Le demandeur soutient que l'impartialité objective du commissaire du gouvernement ne serait pas assurée étant donné qu'il revêtirait une triple mission dans le cadre des instructions disciplinaires menées à l'égard des fonctionnaires communaux, à savoir, premièrement, celle de juge d'instruction, en ce qu'il devrait enquêter à charge et à décharge, deuxièmement, celle de juge, dans la mesure où il déciderait du classement ou du renvoi de l'affaire et, troisièmement, celle de procureur dans la mesure où son rapport devrait être considéré comme citation introductive d'instance.

L'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette conclut au rejet de ce moyen en argumentant que le commissaire du gouvernement, en instruisant à charge et à décharge et en jouant le rôle d'organe de classement, sinon de transmission à la fin de l'instruction ne prendrait pas de décision dirimante en défaveur de l'agent concerné. Elle ajoute que le commissaire du gouvernement ne siègerait pas comme juge au Conseil de discipline.

Le demandeur reproche encore une partialité subjective au commissaire du gouvernement en soutenant que dans son rapport, il n'aurait pris en considération que les éléments à charge, tandis que les éléments à décharge n'auraient été cités que « *pour mémoire* ». Il reproche dans ce contexte au commissaire du gouvernement d'avoir fait état d'un avertissement, qu'il aurait eu en date du 9 novembre 2001, comme antécédent judiciaire, alors même que suivant l'article 67 du statut général, la sanction de l'avertissement serait supposée rayée d'office du dossier personnel si dans les trois ans suivant la décision disciplinaire, le fonctionnaire n'a encouru aucune nouvelle sanction disciplinaire. Le demandeur explique encore qu'il aurait reconnu les faits qui se seraient produits et s'en serait excusé, tout en se justifiant, sans que le commissaire du gouvernement n'ait pris en considération ces éléments.

L'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette conclut au rejet de ce moyen.

La mission du commissaire du gouvernement est réglementée par l'article 68 du statut général aux termes duquel: « (...) 2. *Lorsque des faits, faisant présumer que le fonctionnaire a manqué à ses devoirs, sont à sa connaissance, le collège des bourgmestre et échevins saisit le commissaire du Gouvernement qui procède à l'instruction disciplinaire.*

Dans le cadre de cette instruction, il rassemble tous les éléments à charge et à décharge du fonctionnaire susceptibles d'avoir une influence sur les mesures à prendre.(...)

5. Lorsque l'instruction disciplinaire est terminée, le commissaire du Gouvernement prend une des décisions suivantes:

a) il classe l'affaire lorsqu'il résulte de l'instruction que le fonctionnaire n'a pas manqué à ses devoirs ou qu'il estime que l'application d'une sanction n'est pas indiquée;

b) il transmet le dossier au collège des bourgmestre et échevins concerné lorsqu'il est d'avis que les faits établis par l'instruction constituent un manquement à sanctionner de l'avertissement, de la réprimande ou de l'amende ne dépassant pas le cinquième d'une mensualité brute du traitement de base;

c) il transmet le dossier au Conseil de discipline lorsqu'il estime que les faits établis par l'instruction constituent un manquement à réprimer par une sanction plus sévère que celles mentionnées sous b). »

Quant au reproche d'un manque d'impartialité objective, force est au tribunal de constater que contrairement aux affirmations du demandeur, le commissaire du gouvernement n'exerce pas trois fonctions distinctes et incompatibles, mais est appelé, tel qu'il ressort des dispositions de l'article 68 précité, aux termes d'une instruction à charge et à décharge, à décider du sort de l'affaire, cette décision n'ayant par ailleurs que le caractère d'un acte préparatoire, le Conseil de discipline demeurant souverain dans son appréciation et peut décider soit qu'il n'y a pas lieu de prononcer une sanction, soit d'appliquer une ou plusieurs sanctions mineures, soit d'appliquer une sanction plus sévère que celle envisagée par le commissaire du gouvernement. Le fait que le rapport du commissaire du gouvernement clôtüre l'instruction disciplinaire menée à charge et à décharge du fonctionnaire et qu'il délimite les faits mis à sa charge ne saurait non plus être considéré comme mettant en cause son impartialité, le commissaire du gouvernement n'étant pas, par la suite, appelé à intervenir dans la procédure disciplinaire, et notamment lors de la procédure devant le Conseil de discipline².

Par ailleurs, en tant qu'organe enquêteur, chargé de l'instruction de l'affaire disciplinaire, le commissaire du gouvernement doit encore être impartial d'un point de vue subjectif, en ce que, d'une part, il doit instruire à charge et à décharge du fonctionnaire concerné et, d'autre part, il ne doit pas avoir eu des prises de position antérieures de nature à préjuger du résultat de la procédure disciplinaire.

Au vu du rapport d'instruction dressé en l'espèce par le commissaire du gouvernement, force est au tribunal de constater que le reproche d'un manque d'impartialité subjective n'est pas fondé. En effet, il ressort dudit rapport que le commissaire du gouvernement a instruit à charge et à décharge du demandeur, en retraçant manière abstraite les faits lui reprochés pour citer ensuite tant les déclarations des témoins entendus dans le cadre de l'instruction que les explications du demandeur fournies lors de son audition. Le reproche du demandeur selon lequel le commissaire du gouvernement n'aurait cité les éléments à décharge que « *pour mémoire* » manque en fait, étant donné que dans son rapport le commissaire du gouvernement a cité expressément les déclarations du demandeur concernant chaque fait lui reproché, en intégrant les reconnaissances de faits, ainsi que les excuses et justifications du demandeur.

Par ailleurs, s'il ressort certes de l'article 67 du statut général que la peine de l'avertissement est considérée comme non avenue et que sa mention est rayée d'office du dossier personnel si dans les trois ans qui suivent la décision disciplinaire, le fonctionnaire n'a

² trib. adm. 12 mars 2008, n° 21852a du rôle, Pas. adm. 2011, V° Fonction publique, n° 197 et autre référence y citée.

encouru aucune nouvelle sanction, force est de constater que dans son rapport, le commissaire du gouvernement s'est limité à reprendre dans son rapport les inscriptions figurant sur la fiche concernant l'état de service du demandeur, laquelle énonce parmi les antécédents disciplinaires du demandeur, un avertissement encouru le 9 novembre 2001. Aucun manque d'impartialité subjective ne saurait être déduit du seul fait de l'indication par le commissaire du gouvernement dans son rapport de la sanction de l'avertissement, en l'absence de toute conclusion tirée de cette indication.

Enfin, le fait que le commissaire du gouvernement a indiqué en guise de conclusion de son rapport que suivant son estimation, les faits établis par l'instruction constituent un manquement à réprimer par une sanction plus sévère que l'avertissement, la réprimande ou l'amende ne dépassant pas le cinquième d'une mensualité brute du traitement de base, ne traduit pas non plus une partialité subjective du commissaire du gouvernement. Cette appréciation s'inscrit, en effet, dans le cadre de sa mission de classement ou de transmission du dossier à la fin de l'instruction. Ainsi, en application de l'article 68 paragraphe 5 du statut général, le commissaire du gouvernement est appelé à apprécier les faits établis par l'instruction disciplinaire pour décider ensuite, en fonction de la sanction qu'il estime appropriée, s'il procède au classement du dossier ou à sa transmission au collège des bourgmestre et échevins ou au Conseil de discipline. En agissant de la sorte, il ne peut cependant pas être reproché au commissaire du gouvernement d'avoir préjugé du résultat de la procédure disciplinaire, étant donné, d'une part, qu'il se limite à formuler une estimation et d'autre part, qu'il ne siège au sein ni du collège des bourgmestre et échevins ni du Conseil de discipline, qui restent libres de leur appréciation et peuvent décider soit qu'il n'y a pas lieu de prononcer une sanction, soit d'appliquer une ou plusieurs sanctions mineures, soit encore d'appliquer une sanction plus sévère que celle envisagée par le commissaire du gouvernement.

Le moyen tiré d'un manque d'impartialité objective et subjective est dès lors à rejeter pour ne pas être fondé.

Le demandeur invoque encore une violation de l'article 70 du statut général en faisant valoir que la décision déferée du Conseil de discipline préciserait la composition nominale du Conseil de discipline, sans toutefois fournir des indications sur les conditions de qualité, de ressort et de carrière posées par le statut général. Le demandeur conclut que les indications relatives au ressort et à la carrière des membres du Conseil de discipline imposées devraient figurer dans les décisions du Conseil de discipline sous peine de nullité.

En vertu de l'article 70 du statut général : « (...) *Ce Conseil de discipline, (...), est composé d'un magistrat de l'ordre judiciaire, de trois membres de collèges des bourgmestre et échevins et de trois fonctionnaires appartenant à des communes et à des carrières différentes, et d'un nombre égal de suppléants choisis selon les mêmes critères.* ».

Force est d'abord au tribunal de constater de manière générale que l'article 70 précité en fixant la composition du Conseil de discipline n'impose pas que chaque décision du Conseil de discipline indique expressément la qualité de ses membres.

En l'espèce, l'avis du Conseil de discipline mentionne les noms des membres dudit conseil. Par ailleurs, l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette a indiqué dans le cadre de son mémoire en réponse les qualités des membres composant le Conseil de discipline. Sur question afférente du tribunal administratif à l'audience publique, elle a encore versé en cause l'arrêté ministériel du 25 novembre 2008 portant nomination des membres du

Conseil de discipline et mentionnant aussi les qualités respectives des membres effectifs et suppléants. Aucune violation de l'article 70 du statut général et plus particulièrement des droits de la défense ne saurait partant être constatée en l'espèce, de sorte que le moyen afférent est à rejeter pour ne pas être fondé.

Quant au fond, Monsieur estime que la matérialité des manquements retenus à sa charge par le commissaire du gouvernement ne serait pas toujours rapportée. Il reproche par ailleurs au Conseil de discipline d'avoir retenu comme avérés des manquements sans avoir pris en compte ni ses explications ni ses développements et les approximations de l'instruction qu'il aurait relevées.

Ainsi, quant aux faits reprochés au demandeur par le collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette et ayant donné lieu à la première saisine du commissaire du gouvernement, le demandeur fait valoir en substance, d'une part, qu'il n'aurait pas été le seul fautif mais qu'un autre maître nageur aurait également commis une erreur en permettant à ses élèves de nager dans le couloir de la piscine réservé à ses élèves et, d'autre part, qu'il n'aurait jamais usé de violences physiques à l'encontre d'un autre maître nageur ou d'un élève et il renvoie à ce sujet au témoignage d'un troisième maître nageur présent dans la piscine le jour en question. Il résume le déroulement des faits du 22 juin 2007 en affirmant qu'il y aurait eu une altercation entre lui-même et un autre maître nageur durant un cours de natation, mais en contestant l'existence d'actes de violence, de menace ou d'agression autres qu'un échange de parole envers un autre maître nageur ou un élève.

L'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, en se référant aux attestations des témoins figurant au dossier de l'instruction disciplinaire, estime que le Conseil de discipline aurait valablement pu retenir que le comportement du demandeur constituait un manquement à l'article 12 paragraphe 1 du statut général.

Les faits reprochés au demandeur dans le cadre de la première saisine du commissaire du gouvernement par le collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette, sont les suivants :

« 1. d'avoir en date du 22 juin 2007 interpellé les élèves de la classe de la deuxième année primaire de l'école dans le cadre de leur cours de natation dans les termes « Waat maacht där hei an mengem Deel vum Basseng, klammt direkt eraus » en poussant un élève qui était assis sur un bloc de départ du bassin et en s'exclamant « Bewegt ären Aarsch ».

2. de s'être adressé à la même occasion à l'instituteur d'éducation physique accompagnant la classe en question dans les termes « Aarsch » et « Feck dech an den Knéi » lorsque ce dernier a fait remarquer à l'agent poursuivi que les enfants n'ont fait qu'occuper la partie du bassin qui venait de leur être attribuée par un autre maître nageur et d'avoir essayé de venir aux mains, acte qui est présumé n'avoir pu être évité que par l'intervention d'un deuxième maître nageur qui est présumé s'être mis devant l'instituteur d'éducation physique agressé. »

A cet égard, le Conseil de discipline a déclaré le demandeur convaincu :

« 1. d'avoir en date du 22 juin 2007 interpellé les élèves de la classe de la deuxième année primaire de l'école dans le cadre de leur cours de natation dans les termes «

Waat maacht d'är hei an mengem Deel vum Basseng, klammt direkt eraus » et en s'exclamant « Bewegt ären Aarsch ».

2. de s'être adressé à la même occasion à l'instituteur d'éducation physique accompagnant la classe en question dans des termes injurieux lorsque ce dernier a fait remarquer à l'agent poursuivi que les enfants n'ont fait qu'occuper la partie du bassin qui venait de leur être attribuée par un autre maître nageur. »

Force est d'abord au tribunal de constater que les agissements éventuellement fautifs d'une autre personne n'enlèvent rien aux manquements du demandeur, de sorte que l'affirmation du demandeur suivant laquelle un autre maître nageur aurait commis une erreur, n'est pas de nature à énerver la légalité de la décision déférée du Conseil de discipline.

Par ailleurs, il y a lieu de constater que la décision déférée a retenu à l'encontre du demandeur, premièrement, de s'être adressé à des élèves dans des termes peu appropriés et, deuxièmement, de s'être adressé à un instituteur d'éducation physique dans des termes injurieux. Ainsi, contrairement aux affirmations du demandeur, il n'a été retenu à son égard aucune agression ou violence physique, de sorte que ses reproches afférents sont à rejeter pour manquer en fait.

Par conséquent, dans la mesure où le demandeur n'a pas autrement critiqué ni la matérialité des faits, ni les manquements à ses devoirs lui reprochés, il y a lieu de conclure que les faits retenus à l'égard du demandeur sont à considérer comme établis et que le Conseil de discipline a valablement pu retenir que par son comportement le demandeur avait commis un manquement à l'article 12 paragraphe 1, alinéas 1^{er} et 2 du statut général.

Les faits reprochés au demandeur dans le cadre de la seconde saisine du commissaire du gouvernement par le collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette, sont les suivants :

« D'avoir, au courant de la matinée du 10 avril 2008 pendant une leçon de gymnastique ayant eu lieu entre 9.00 heures et 10.00 heures, omis d'exécuter les missions de surveillance des élèves lui confiés, qui ont, dans un acte irréfléchi, renversé dans la salle de gymnastique de l'école du ... une armoire métallique contenant les affaires de gymnastique des chargés de cours d'EPS . »

Le Conseil de discipline a retenu à charge de Monsieur un manquement à son obligation de surveillance en précisant que : *« Le grief relatif au défaut de surveillance est établi par le fait que l'armoire a été renversée par les élèves que et étaient en charge de surveiller. »*

Le demandeur fait d'abord valoir que le jour de l'incident, à savoir le 10 avril 2008, il n'aurait pas été le seul professeur chargé de la surveillance des élèves. Il explique que deux classes de l'école primaire auraient eu un cours d'éducation physique parallèlement et lui-même ainsi que le professeur d'éducation physique en charge de la seconde classe auraient été présents lors des faits. Or, il aurait été le seul à se voir reprocher un manquement à son obligation de surveillance.

En second lieu, le demandeur fait valoir que, par respect de l'intimité des élèves occupés à se changer, les professeurs ne seraient jamais présents dans les vestiaires des

élèves. Ainsi, une surveillance maximale des élèves n'aurait en l'espèce pas été possible sans violer l'intimité des élèves.

Le demandeur affirme en dernier lieu que le devoir de surveillance incombant à tout professeur ne pourrait constituer qu'une obligation de moyen, alors qu'il appartiendrait uniquement à un professeur de mettre tout en œuvre pour assurer la surveillance des élèves confiés à son autorité.

La Ville d'Esch-sur-Alzette répond qu'il aurait appartenu aux enseignants d'assurer une surveillance permanente des élèves tant dans les vestiaires que dans la salle de gymnastique. Elle conclut que le défaut de surveillance aurait, en l'espèce, été établi par le simple fait que l'armoire aurait été renversée pendant que le demandeur aurait été en charge de la surveillance des élèves.

Il est constant en cause que le 10 avril 2008 durant une leçon de gymnastique que Monsieur devait dispenser, une armoire métallique devant servir de séparation entre les garçons et les filles, placée au milieu d'une salle de classe faisant fonction de vestiaire, a été renversée par les élèves. Il est encore constant en cause qu'au moment de l'incident, le demandeur, ainsi que le professeur de gymnastique en charge d'une autre classe, se trouvaient à l'extérieur dudit vestiaire.

Dans ce contexte, il échet de prime abord de retenir qu'il ne relève pas des fonctions d'un maître d'éducation physique de s'occuper de l'aménagement des vestiaires, voire de veiller à la conformité de l'infrastructure des vestiaires aux normes de sécurité applicables. Ceci étant, il appartient néanmoins à un enseignant d'exercer son devoir de surveillance sur les élèves de manière telle qu'il soit mis en mesure d'intervenir afin d'empêcher ces derniers de renverser une armoire.

Par ailleurs, s'il est certes vrai que tout enseignant se doit de respecter l'intimité des élèves, il n'en demeure pas moins que ses missions prioritaires sont l'enseignement ainsi que la surveillance des élèves lui confiés de sorte qu'un enseignant ne peut pas se retrancher derrière la justification du respect de l'intimité de ses élèves pour s'exonérer de son devoir de surveillance.

Enfin, force est au tribunal de rappeler que le demandeur ne peut pas s'exonérer de sa responsabilité en affirmant qu'il n'était pas le seul enseignant présent et responsable des élèves. En effet, les agissements d'une autre personne n'enlèvent rien aux manquements du demandeur, de sorte que l'affirmation du demandeur suivant laquelle un autre professeur de gymnastique aurait également été en charge de surveiller les élèves le jour en question, n'est pas de nature à énerver la légalité de la décision déferée du Conseil de discipline.

Il suit des considérations qui précèdent que le Conseil de discipline a valablement pu retenir un manquement à l'article 11, paragraphe 1^{er} et 2 du statut général à l'encontre du demandeur et plus précisément une violation de son devoir de surveillance.

Les faits reprochés au demandeur dans le cadre de la troisième saisine du commissaire du gouvernement par le collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette, sont les suivants :

« (...) 1.1 Retour anticipé du bus scolaire aux alentours de 11.40 heures (horaire normal 11.55 heures). laisse, en attente des parents qui font pour la plupart encore défaut, les enfants jouer sur le trottoir devant l'école. Dos tourné vers les enfants qui courent sur le trottoir, il cause avec divers passants pour faire passer le temps. Il néglige totalement son devoir de surveillance et ne se préoccupe absolument pas quel enfant est pris en main par quel adulte. En fin de compte, une fille, dont la mère attendait dans la cour de l'école, se retrouve au bureau de police à cause de la négligence du moniteur en charge qui ne remplit pas son devoir de garde et de surveillance de façon adéquate.

1.2 Ce jour-là, ma fille ... a, sans doute dans la précipitation pour se rendre au bus, carrément oublié son blouson dans le vestiaire de la piscine. ne s'est pas posé de question ou n'a même pas remarqué qu'une fille de 6 ans remonte dans le bus, cheveux encore légèrement humides, sans bonnet ni blouson avec une température extérieure aux environs des 13 °C (temps nuageux) .

2. (...) A cause des événements graves du 16 septembre 2009, le bus scolaire ne s'est plus arrêté à l'avant du bâtiment, mais à l'entrée arrière (en face de l'ancien Cactus Hobbi) de l'école. Les enfants ont dû traverser le bâtiment entier pour se regrouper au préau de l'école et attendre la sonnerie de la cloche à 11.55 heures. Au moment de la sonnerie, les enfants de la classe de ... sont sortis en courant. De nouveau, absence de contrôle de la part de si un parent de chaque élève est présent devant l'école pour prendre son enfant en main. Le fait si les enfants ont été sous surveillance pendant leur attente dans le préau [est] fortement douteux car plusieurs enfants ont dit, à la demande de leurs parents, que leur enseignant, Monsieur, n'était plus présent dans le préau.

(...) 3.1. Les enfants ont dû se rendre immédiatement au début de la pause du matin au bus scolaire pour se rendre à la piscine municipale. ne leur a pas permis respectivement pas laissé un petit moment pour manger leurs tartines. Le désordre pour se rendre rapidement au bus a résulté dans l'oubli d'un garçon dans la cour de récréation. Heureusement un autre membre du personnel enseignant a remarqué que le garçon n'était plus avec le reste de sa classe et l'a pris en main pour éviter le pire.

3.2. Lors du rassemblement de la classe au préau, pour attendre la sonnerie de 11.55 heures, Monsieur a crié, à haute voix, après toute la classe en affirmant que les enfants lui auraient dit qu'..., à cause d'une punition, n'était pas autorisé à participer au cours de natation.

3.3. [...] un autre garçon (...) a été puni par Monsieur à la piscine parce qu'il n'a pas arrêté de faire du bruit dans le vestiaire. Sa punition, franchement répugnante, consistait à quitter le vestiaire et à devoir s'habiller aux toilettes de la piscine. ».

Le Conseil de discipline a conclu que le comportement de Monsieur a constitué : « un manquement à l'article 11 paragraphe 1 et 2 du statut général des fonctionnaires communaux en ce que ne s'est pas consciencieusement conformé aux ordres de service de ses supérieurs, en l'espèce les consignes de surveillance et en ce qu'il n'a pas exécuté la tâche qui lui avait été confiée. ».

Le demandeur estime quant aux faits lui reprochés qu'ils seraient fondés sur un courrier du 13 octobre 2009 qui contiendrait des soupçons et des doutes mais n'établiraient aucune preuve d'un manquement réel de sa part. Il ajoute que, dans un premier temps, il aurait

indiqué au commissaire du gouvernement qu'il prendrait position par rapport aux faits lui reprochés par écrit, ce qu'il n'aurait pas fait par la suite. Or, à son avis, le commissaire du gouvernement, suivi en ce sens par le Conseil de discipline n'aurait pas pu conclure à l'établissement des faits eu égard aux seuls indices apportés par la Ville d'Esch-sur-Alzette et à son omission de prendre position par écrit. Il critique encore le fait que la conversation téléphonique que le commissaire du gouvernement aurait eu à ce sujet avec le témoin Monsieur Steve Loos n'aurait pas été consignée dans un procès verbal d'audition.

L'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette répond que les faits reprochés à Monsieur qui se trouvent à la base de la troisième saisine du commissaire du gouvernement par le collège des bourgmestre et échevins ressortiraient clairement d'un courrier du 13 octobre 2009 adressé à l'inspecteur de l'enseignement fondamental ... et signé par douze parents d'élèves. Dans la mesure où le demandeur n'aurait pas pris position par rapport auxdits faits, malgré plusieurs rappels, le Conseil de discipline aurait légitimement ou retenir que son comportement aurait constitué un manquement aux articles 11 paragraphes 1 et 2 et 12 paragraphe 1 alinéa 1^{er} du statut général.

Force est de prime abord au tribunal de constater que contrairement aux affirmations du demandeur le courrier du 13 octobre 2009 adressé à l'inspecteur de l'enseignement fondamental et signé par les parents de onze élèves n'est pas diffus et approximatif mais énonce de manière précise les reproches formulés à l'égard de Monsieur en ce qui concerne les 16, 23 et 30 septembre et 7 octobre 2009.

S'y ajoute que dans le cadre de la décision déférée, le Conseil de discipline ne s'est pas limité à prendre en compte les reproches formulés par les parents d'élèves dans le courrier précité du 13 octobre 2009, ainsi qu'à une absence de prise de position de Monsieur quant à ces reproches, pour retenir les faits établis à son égard. En effet, la décision déférée du Conseil de discipline est fondée sur les explications fournies par Monsieur à l'audience du 1^{er} février 2011. Ainsi, il ressort de la décision du Conseil de discipline que : *« Lors de son audition devant le Conseil de discipline, a minimisé les faits. Il estime avoir exécuté son devoir de surveillance en date du 16 septembre 2009. Il ne conteste pas le fait qu'une fille s'est retrouvée au bureau de police, mais il soutient que c'est la mère qui en est responsable. En effet au lieu de rester devant le bâtiment scolaire, elle aurait attendu dans la cour de l'école ce qui aurait été expressément interdit aux parents. Il ne conteste pas ne pas s'être aperçu que ... avait oublié son blouson dans le vestiaire de la piscine et qu'elle est montée dans le bus sans blouson, sans bonnet et les cheveux légèrement humides. Il déclare ne pas se rappeler les faits du 23 septembre 2009. Il ne conteste pas le grief du 7 octobre 2009, mais explique « l'oubli du garçon dans la cour de récréation » par le fait que les élèves lui auraient déclaré que l'enfant ne participerait pas au cours de natation. D'après, une mauvaise communication entre le personnel scolaire serait à l'origine de cet oubli.*

Il admet que pour punir ..., il l'aurait pris dans son vestiaire, le garçon devant s'habiller dans les toilettes de ce vestiaire.

Quant au reproche relatif aux cours de natation des 16, 23 et 30 septembre 2009 et du 7 octobre 2009, il ne fait que remarquer qu'au vu de la mauvaise organisation des cours par la Ville d'Esch-sur-Alzette, il ne reste qu'un temps extrêmement limité, ne dépassant guère un quart d'heure, durant lequel les enfants se retrouvent dans la piscine. »

Dès lors, si à l'audience du Conseil de discipline le demandeur a certes fourni certaines explications relatives à son comportement, il n'a pas pour autant contesté les faits lui reprochés. Il s'ensuit que le Conseil de discipline a valablement pu retenir lesdits faits comme établis. Le demandeur n'a par ailleurs pas contesté dans le cadre du recours sous examen la conclusion du Conseil de discipline suivant laquelle son comportement constituait un manquement à l'article 11 paragraphes 1 et 2 du statut général de sorte que ce volet de la décision déférée n'est pas à analyser par le tribunal.

Les faits reprochés au demandeur dans le cadre de la quatrième saisine du commissaire du gouvernement par le collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette par courrier du 23 juillet 2010, sont les suivants :

« « [...] En date du mercredi, 14 juillet 2010, Monsieur aurait dû assurer un cours d'éducation physique dans le cadre de sa tâche de son poste d'éducation physique pour l'école Au début des cours à 14.00 heures, Monsieur a transmis la surveillance de son groupe à Monsieur (remplaçant de Monsieur) excepté pour quatre élèves du groupe, à savoir Monsieur s'est rendu avec sa classe ainsi que le restant du groupe de Monsieur, au site dit « Gaalgebierg » pour y passer l'après-midi. Monsieur, pour sa part, s'est rendu avec les quatre élèves précités dans son appartement privé sis dans le quartier ... ». C'est alors qu'il a demandé aux quatre élèves de lui donner un coup de mains avec les travaux de déménagement en cours. Plus précisément, d'après les dires des quatre garçons, ils ont dû démonter un lit, ranger la salle de bain, nettoyer le réfrigérateur, déverser les restants de liquide de diverses bouteilles (lait, bière, vin) et ramasser diverses ordures. A la fin de ces travaux Monsieur a demandé aux garçons de ramener les sacs d'ordures à l'école pour les y déposer dans les poubelles. Arrivé dans la cour d'école à 15.30 heures Monsieur s'est une fois de plus absenté pour se rendre de nouveau dans son appartement. Il n'a été revu dans l'enceinte de l'école que peu avant 16.00 heures.[...] »

Il est par conséquent reproché à :

1) Manquement aux devoirs professionnels

D'avoir omis d'accomplir la tâche d'enseignant consciencieusement. a manqué, et aux lois et règlements qui déterminent les obligations que l'exercice des fonctions de maître d'éducation physique aux écoles primaires lui impose, et aux instructions des supérieurs hiérarchiques ayant pour objet l'accomplissement régulier d'une occupation professionnelle dans le domaine de l'enseignement fondamental.

2) Négligence totale du devoir de surveillance

D'avoir délégué la surveillance d'une partie d'enfants à une tierce personne, en l'occurrence En effet le fait de déléguer un devoir de surveillance à un autre enseignant doit être considéré comme une faute professionnelle grave.

3) Abus de quatre écoliers

D'avoir profité de quatre élèves subordonnés à ses ordres à des fins privées en les chargeant de travaux de déménagement et de nettoyage dans son appartement.

4) Absence sans autorisation l'après-midi du 14 juin 2010

D'avoir été absent sans autorisation, sinon sans motivation, l'après-midi du 14 juillet 2010. Il n'a pas obtenu, ni même demandé, un congé de récréation dans les formes et délais requis pour la période d'absence en question. Il n'a pas informé dans les fautes et délais

requis son supérieur hiérarchique d'un éventuel empêchement d'exercer ses fonctions pendant la période d'absence en question pour raisons de santé ou d'accident. » ».

Dans le cadre de la décision déferée le Conseil de discipline a retenu que le demandeur n'avait pas contesté les faits précités de sorte que les griefs repris dans le courrier de la Ville d'Esch-sur-Alzette du 23 juillet 2010 étaient établis à sa charge. Dans le même contexte, le Conseil de discipline a conclu que le comportement du demandeur constituait : « *un manquement aux articles 11 paragraphe 1 et 2, 12 paragraphe 1 et 14 paragraphe 1 du statut général des fonctionnaires communaux.* ».

Par rapport aux faits retenus par la décision déferée à sa charge, le demandeur conteste en premier lieu la qualification « *abus de quatre écoliers* » donnée aux événements qui se sont déroulés l'après-midi du 14 juillet 2010. Il explique ensuite qu'il ne contestait pas s'être absenté de son lieu de travail l'après-midi du 14 juillet 2010 sans en demander l'autorisation expresse de son supérieur, mais il explique que cette attitude serait à mettre en relation directe avec la situation dans laquelle il se serait trouvée à l'époque alors qu'il aurait vécu une séparation douloureuse et qu'il aurait dû quitter l'appartement qu'il aurait occupé pendant plusieurs années.

Il échet au tribunal de constater que le demandeur ne conteste ni les faits lui reprochés par le Conseil de discipline, de sorte que lesdits faits sont à considérer comme établis, ni la conclusion du Conseil de discipline suivant laquelle son comportement constituerait : « *un manquement aux articles 11 paragraphe 1 et 2, 12 paragraphe 1 et 14 paragraphe 1 du statut général* », de sorte que ce volet de la décision déferée n'est pas à analyser par le tribunal.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que les faits retenus à l'égard de Monsieur par le Conseil de discipline sont à considérer comme matériellement établis et s'analysent en des manquements à ses devoirs commis par Monsieur au sens de l'article 11, paragraphes 1 et 2, de l'article 12, paragraphe 1, alinéas 1 et 2 et de l'article 14 paragraphe 1^{er} du statut général.

Enfin, le demandeur estime que la sanction disciplinaire du déplacement non temporaire consistant dans un changement de service, de fonction, d'attribution ou d'affectation, ainsi que la peine de l'exclusion temporaire de ses fonctions avec privation totale de la rémunération pour une période de six mois, prononcée à son égard serait disproportionnée par rapport aux manquements qu'il aurait commis. En effet ladite sanction constituerait la troisième sanction disciplinaire la plus sévère, après la révocation et la mise à la retraite d'office pour inaptitude professionnelle ou disqualification morale.

En citant certaines jurisprudences des juridictions administratives le demandeur soutient que les sanctions disciplinaires prononcées par le Conseil de discipline seraient généralement extrêmement sévères, de sorte qu'elles seraient réformées par les juridictions administratives.

Le demandeur fait encore valoir qu'il aurait une ancienneté de service de près de vingt années, que son seul antécédent judiciaire aurait été un avertissement, qu'il aurait reconnu et le cas échéant justifié et regretté son comportement, que son comportement n'aurait eu aucune conséquence dommageable sur ses collègues ou les élèves et qu'il n'aurait pas reproduit les mêmes erreurs.

Il estime encore que les faits lui reprochés ne seraient pas d'une telle gravité qu'ils justifieraient une double sanction disciplinaire consistant en un déplacement non temporaire ainsi que l'exclusion temporaire des fonctions. De surplus, la privation de son traitement pendant une durée de six mois entrainerait un préjudice grave et difficilement réparable, puisqu'il se verrait dans l'impossibilité de rembourser les mensualités de son prêt hypothécaire et de subvenir à ses besoins personnels.

Le Ville d'Esch-sur-Alzette expose qu'en raison de la gravité manifeste des manquements reprochés au demandeur, de l'accumulation et de la répétition des fautes qu'il a commises la sanction disciplinaire prononcée par le Conseil de discipline serait justifiée, de sorte que la décision du Conseil de discipline serait à confirmer purement et simplement.

Aux termes de l'article 64 du statut général : *« L'application des sanctions se règle notamment d'après la gravité de la faute commise, la nature et le grade des fonctions et les antécédents du fonctionnaire. »*

Elles peuvent être, le cas échéant, appliquées cumulativement. (...) ».

En l'espèce, la gravité des manquements commis par Monsieur se caractérise par leur accumulation et leur répétition, ainsi que par le fait qu'aucune amélioration de son comportement n'est intervenue, même après le déclenchement des procédures disciplinaires les 5 juillet 2007, 19 mai 2008 et 11 décembre 2009. En effet, il est établi en cause que sur une période de quatre années, allant du mois de juin 2007 au mois de juillet 2010 Monsieur a accumulé de nombreux manquements à ses devoirs. Ainsi, il a à plusieurs reprises négligé son devoir de surveiller les élèves, notamment en date des 10 avril 2008, 16 et 23 septembre 2009, 7 octobre 2009, et ce à un tel point qu'un élève s'est retrouvé au bureau de police et qu'un élève a été oublié dans la cour de récréation et dû être pris en charge par un autre enseignant. Il a encore manqué à ses obligations professionnelles, notamment les 16, 23 et 30 septembre 2009 ainsi que le 7 octobre 2009, en se limitant à placer les élèves dans la piscine sans dispenser de cours de natation. Par ailleurs, Monsieur en s'adressant en date du 22 juin 2007 dans des termes inappropriés, voire injurieux à ses élèves ainsi qu'à un autre maître nageur ne s'est pas comporté avec dignité et civilité et a omis de faire preuve de courtoisie dans ses rapports de service avec ses collègues et les usagers de son service. Monsieur a gravement manqué à ses obligations professionnelles le 14 juillet 2010 en confiant la surveillance de ses élèves à un autre enseignant, à l'exception de quatre élèves qu'il a emmené à son domicile privé afin qu'ils l'aident notamment avec ses travaux de déménagement. Enfin, Monsieur a été absent de son poste sans autorisation l'après-midi du 14 juillet 2010.

La gravité des manquements est encore accentuée par les conséquences en découlant. En effet, par son comportement, Monsieur n'a pas évité de donner lieu à scandale et a porté préjudice à la Ville d'Esch-sur-Alzette qui s'est vu exposée aux critiques des parents d'élèves et de l'inspecteur de l'enseignement fondamental. S'y ajoute, tel que le Conseil de discipline l'a retenu à juste titre que malgré le fait qu'en tant qu'enseignant il aurait dû afficher un comportement irréprochable, il a été un mauvais exemple pour ses élèves et surtout qu'il a abusé de son autorité sur les élèves pour les contraindre à exécuter des travaux d'un ordre strictement privé.

Enfin, il convient encore de signaler les antécédents disciplinaires de Monsieur qui a encouru la sanction disciplinaire de la réprimande en date du 5 janvier 2007.

Dès lors, la gravité et la répétition des manquements à ses devoirs commis par Monsieur sont manifestes, et eu égard à la sanction disciplinaire encourue en 2007, il est manifeste qu'il n'a pas manqué pour la première fois à ses devoirs, de sorte que la sanction disciplinaire prononcée par le Conseil de discipline, à savoir la troisième sanction la plus lourde de l'exclusion temporaire des fonctions avec privation totale de la rémunération pour une période de six mois, cumulée à la sanction du déplacement non temporaire consistant dans un changement de service, de fonction, d'attribution ou d'affectation, est adaptée aux manquements commis.

Le recours tendant à la réformation de la décision déferée du Conseil de discipline est par conséquent à rejeter pour ne pas être fondé.

2. Quant au recours tendant à l'annulation de la décision du collège des bourgmestre et échevins portant exécution de la décision du conseil communal du 8 mars 2011

Aux termes de l'article 63 du statut général : *« L'autorité investie du pouvoir de nomination est tenue d'appliquer la sanction disciplinaire conformément à la décision du Conseil de discipline (...) »*.

L'article 66, paragraphe 2, du statut général, en disposant que : *« En dehors des cas où le Conseil de discipline statue en appel, le fonctionnaire frappé d'une sanction disciplinaire prononcée par le Conseil de discipline ou suspendu conformément à l'article 59, paragraphe 1^{er}, peut, dans les trois mois de la notification de la décision, prendre recours au Tribunal administratif qui statue comme juge du fond. (...) »* limite la portée du recours en réformation prévu en la matière à la seule décision frappant le fonctionnaire communal d'une sanction disciplinaire, en l'occurrence celle prononcée en l'espèce par le Conseil de discipline en date du 8 mars 2011. Il s'ensuit que la décision d'application de la sanction disciplinaire prise sur le fondement de l'article 63 du statut général, qui relève par ailleurs d'une compétence liée, ne saurait faire l'objet d'un recours au fond, mais uniquement d'un recours en annulation qui est le recours de droit commun en matière administrative.

Le recours en annulation est recevable pour avoir, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours en annulation, le demandeur fait valoir qu'étant donné que la décision du Conseil de discipline ayant prononcée à son égard la sanction disciplinaire de l'exclusion temporaire des fonctions avec privation totale de la rémunération pour une période de six mois, cumulée à la sanction du déplacement non temporaire consistant dans un changement de service, de fonction, d'attribution ou d'affectation, devrait encourir la réformation, la délibération du conseil communal ayant exécuté ladite décision devrait encourir l'annulation.

La Ville d'Esch-sur-Alzette conclut au rejet du recours en annulation au motif que la décision du Conseil de discipline du 8 mars 2011 ayant prononcé une sanction disciplinaire à l'égard du demandeur serait à confirmer de sorte que la décision d'application de ladite sanction serait également à confirmer.

Dans la mesure où le tribunal vient de rejeter le recours en réformation introduit par le

demandeur à l'encontre de la décision déférée du Conseil de discipline et de retenir que le Conseil de discipline avait à juste titre prononcé la peine disciplinaire de l'exclusion temporaire des fonctions avec privation totale de la rémunération pour une période de six mois, cumulée à la sanction du déplacement non temporaire consistant dans un changement de service, de fonction, d'attribution ou d'affectation, le tribunal ne saurait utilement mettre en cause ni la légalité ni le bien-fondé de la décision déférée du conseil communal portant application de la sanction disciplinaire prononcée par le Conseil de discipline.

3. Quant à la demande d'effet suspensif

Monsieur demande encore de bénéficier de l'effet suspensif du recours pendant le délai et l'instance d'appel conformément à l'article 35, alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, en faisant valoir que l'exécution de la décision du Conseil de discipline du 8 mars 2011 risquerait de lui causer un préjudice grave et définitif, consistant dans l'impossibilité d'exercer sa profession mais également dans le fait qu'il ne bénéficierait plus d'aucun traitement et de moyens de subsistance.

L'article 35 de la loi du 21 juin 1999 dispose que « (...) *si l'exécution de la décision attaquée risque de causer au requérant un préjudice grave et définitif, le tribunal peut, dans un jugement tranchant le principal ou une partie du principal, ordonner l'effet suspensif du recours pendant le délai et l'instance d'appel* ».

Il échet de relever que la décision déférée du Conseil de discipline du 8 mars 2011 a d'ores et déjà été exécutée. Il y a partant lieu de rejeter la demande tendant à voir accorder l'effet suspensif du recours pour être sans objet.

4. Quant à la demande en allocation d'une indemnité de procédure

Eu égard à l'issue du litige, la demande en allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de 2.000 euros réclamée par le demandeur est à rejeter.

La demande en allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de 2.500 euros formulée par la Ville d'Esch-sur-Alzette, au motif de la particulière mauvaise foi et des violations graves et répétées du statut général du demandeur, est également à rejeter étant donné qu'il ne paraît pas inéquitable de laisser les frais non répétibles à charge de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit en la forme le recours tendant à la réformation de la décision du Conseil de discipline des fonctionnaires communaux, du 8 mars 2011 prononçant à l'égard de Monsieur la peine disciplinaire du déplacement non temporaire consistant dans un changement de service, de fonction, d'attribution ou d'affectation, ainsi que la peine de l'exclusion temporaire de ses fonctions avec privation totale de la rémunération pour une période de six mois ;

au fond, le déclare non justifié partant en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

reçoit en la forme le recours tendant à l'annulation de la délibération du conseil communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette portant exécution de la décision du Conseil de discipline des fonctionnaires communaux du 8 mars 2011 ;

au fond, le déclare non justifié partant en déboute ;

rejette la demande en obtention de l'effet suspensif du recours pendant le délai et l'instance d'appel ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure de 2.000 euros formulée par le demandeur ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure de 2.500 euros formulée par la Ville d'Esch-sur-Alzette ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Françoise Eberhard, premier juge,
Anne Gosset, juge,

et lu à l'audience publique du 31 janvier 2013 par le premier vice-président, en présence du greffier assumé Monique Thill.

Monique Thill

Carlo Schockweilerⁱ